

B i b l i o t h è q u e
des
HISTOIRES

**La France
de l'affaire
Dreyfus**

sous la direction de

PIERRE BIRNBAUM

nrf
Éditions Gallimard

INTRODUCTION

On sait tout de l’Affaire. On n’ignore rien, ou presque, de ses détails dramatiques ou cocasses, des manipulations grand-guignolesques embrouillant autant que faire se peut cet échec inextricable d’événements irrationnels auxquels tant d’acteurs, de près ou de loin, se trouvent mêlés. Dans ses grandes lignes, le récit en est connu, on cerne d’assez près la logique d’action, la stratégie de tous ces personnages qui bâtissent ensemble ce drame national¹. L’événement, pour tout dire, relève dorénavant de l’image d’Épinal plutôt que de la recherche historique ou sociologique. Certes, des éléments secondaires du complot demeurent obscurs ; davantage encore, les ressorts intimes de plusieurs acteurs, en dépit des innombrables Mémoires et correspondances privées laissées par les uns et les autres, nous échappent parfois. On peut évidemment, et presque à l’infini, disséquer les motivations de tel officier, de tel juge ou encore de tels personnages politiques ou intellectuels de la scène parisienne, revenir sur l’atmosphère de folie qui donne un étrange halo à ce ballet où se rencontrent tant de figures, souvent dignes d’une mauvaise pièce de boulevard, s’appesantir sur tant de seconds couteaux qui, dans l’ombre, intriguent et embrouillent à qui mieux mieux².

Avec Dreyfus ou sans Dreyfus, le déroulement de l’Affaire, ses temps forts tout comme ses périodes où se mûrissent des retournements décisifs ne s’en inscrivent pas moins dans le long terme de la société française comme dans une Histoire tout court qui s’en trouve, du même coup, irrémédiablement affectée. Élevée à la hauteur d’un événement-symbole, l’Affaire marque également le début d’un autre rapport à la politique

ainsi que d'une théâtralisation inédite des discours et des attitudes, elle redistribue les cartes, accélère la profonde mutation des comportements collectifs, favorise l'irruption des ligues, libère les ressources inconnues et inexploitées des multiples formes de propagande, exacerbe les passions privées et publiques, donne au phénomène urbain une place neuve dans la mise en œuvre de la participation politique collective, pousse à l'engagement des intellectuels. À l'étranger aussi, en Europe de l'Est comme aux États-Unis, elle suscite des passions contradictoires, provoque des querelles locales, fait naître autant d'espoirs que de désillusions. Des mouvements de migration s'en trouvent même provisoirement affectés. Attentives, elles aussi, les organisations ouvrières lui consacrent nombre de leurs débats internes. Et, face à une crise si inattendue, éclatant là même où l'émancipation des juifs fut rapidement acquise, le mouvement sioniste se voit renforcé dans sa détermination à chercher dans le fait national une autre voie pour entrer dans la modernité.

Plonger l'Affaire dans la trame de l'Histoire, c'est donc ouvrir la voie à d'immenses recherches sur lesquelles l'historiographie contemporaine reste souvent balbutiante. Certes des pistes sont déjà largement balisées, celle de la soudaine irruption des intellectuels sur la scène publique à travers force pamphlets, pétitions et manifestes, de leurs déchirements suscitant des rivalités sans fin entre institutions universitaires prestigieuses³, celle, encore, de la presse qui connaît alors une mutation définitive⁴, celle aussi des propagandes rivales s'exprimant à travers les essais littéraires et dans la peinture, la sculpture, ainsi qu'en des formes plus prosaïques, comme les cartes postales, les papiers à cigarette, les jeux de cartes, les kaléidoscopes, voire les jeux d'enfants, les bandes dessinées, etc.⁵. De manière surprenante, tout ou presque reste à faire : la recherche universitaire paraît avoir délaissé cette période violente et complexe, si caractéristique pourtant du fameux exceptionnalisme français. L'histoire des idées, l'analyse des discours et le récit des joutes dressant face à face les porte-parole des camps opposés a retenu davantage l'attention au détriment d'une historicisation pourtant indispensable de l'Affaire. Comme le notait déjà, il y a fort longtemps, Jean-Pierre Peter, « Voilà la France de l'Affaire, innombrable, diverse, rompue en cent, en mille degrés de convictions, de désirs, de participations. Mais qui la connaît ? Elle n'a guère tenté nos

historiens. Mystique du sang et du sol, crise nationale, menace de l'armée, risques de guerre civile, racisme : nous comprenons leurs réticences⁶. » De nos jours, ce diagnostic fort sévère garde presque toute sa valeur. Et, comme pour d'autres périodes récentes tout aussi dramatiques de l'histoire nationale, telle Vichy, c'est longtemps du côté du monde anglo-saxon que proviennent les premières lueurs de vérité socio-historiques, comme si, du dedans de l'Hexagone, « les germes » de « ce moment de folie [...] aucun regard ne veut les découvrir »⁷, tant ils remuent des angoisses et des obsessions que l'on préfère masquer, comme s'il n'était pas convenable, pour un universitaire, d'aborder ces contrées dans le cadre d'un travail académique dont on attend consécration et estime de la part d'une profession ayant davantage le goût des objets plus froids, moins conflictuels. Sans chercher à biaiser, tout chercheur qui se penche sur la France de l'Affaire ne peut qu'admirer, maintenant encore, les riches travaux de Stephen Wilson ou de Michael Burns⁸, de souligner aussi la qualité de la discussion méthodologique qu'ils suscitent quant à l'impact de l'Affaire sur la France de l'époque⁹. Malgré ces avancées et l'appoint de trop rares travaux français, solides et presque audacieux, mis en œuvre souvent par des chercheurs n'appartenant pas toujours strictement à la communauté universitaire¹⁰, force est de constater que, aujourd'hui encore, on méconnaît les véritables répercussions de ce quiproquo judiciaire, ses effets immédiats mais aussi secondaires sur le corps social dans toute sa diversité. Au-delà de quelques recherches ponctuelles parues souvent dans des bulletins de sociétés savantes locales, de quelques mémoires de maîtrise non publiés, de thèses inédites abordant partiellement cette période, la connaissance historique de ce moment crucial demeure encore dans les limbes.

Le lecteur désireux d'approfondir ses conséquences plus lointaines sera, lui aussi, immanquablement étonné et déçu. Là est pourtant l'enjeu essentiel : s'il s'avère finalement que cet événement mobilise, à Paris ou en province, dans tel groupe social ou dans tel autre, les esprits comme les passions, les choses en sont-elles pour autant durablement affectées ? Telle est l'ambition de cette recherche collective : tenter de suivre, à travers diverses sources inédites, publiques et privées, les effets d'imprégnation de ce drame entré dans la légende. La France de l'affaire Dreyfus s'en trouve-t-elle pour autant touchée, dispose-t-on, pour tout dire, de preuves irréfutables d'un

bouleversement durable du paysage politique comme des valeurs, de la culture des acteurs sociaux, au centre comme à la périphérie ? Rien ne permet d'avancer de l'affirmer, car la nationalisation de la société française est loin d'être achevée et nombreux sont les centres d'intérêts, corporatistes ou locaux, mobilisant eux aussi, loin de ces péripéties judiciaires, l'attention et les espoirs des diverses forces sociales qui, par-delà le bruit et la fureur, risquent en réalité de se montrer indifférentes au destin du capitaine. Au plus profond des campagnes, par exemple, les paysans, estime-t-on parfois, restent étrangers à cette agitation ou la retraduisent en fonction de leur propres préoccupations¹¹. À tel point que des historiens « révisionnistes » considèrent parfois que, dans la réalité de la société française, il n'y a pas d'affaire Dreyfus, ses effets plus lointains relevant davantage d'une imagination débridée que rien ne viendrait pourtant conforter. Cette hypothèse a la vie dure. Déjà dans les années soixante, elle se trouvait proposée : la presse dans son ensemble tout comme nombre de commentateurs exagéreraient la portée de cet événement qui cacherait des évolutions structurelles autrement plus significatives pour qui veut retracer l'histoire récente de la société française. Et, de nos jours encore, cette interprétation minimaliste se fait volontiers jour dans tel ou tel ouvrage, sans qu'aucune preuve convaincante ne soit pour autant avancée¹².

Suivre l'impact de l'événement Dreyfus, en faisant plus ou moins silence sur l'Affaire elle-même, telle est donc l'intention. Restait à délimiter à grands traits et de manière forcément arbitraire quelques pistes privilégiées de recherche. Soucieux de contribuer à la construction d'une histoire proprement politique, les auteurs de cet ouvrage collectif partagent une commune préoccupation, celle de cerner au plus près les valeurs des acteurs, qu'ils soient détenteurs de rôles d'autorité ou qu'ils en soient tenus, à l'inverse et pour différentes raisons, à l'écart. En cette Troisième République combative, un nouveau personnel politique opportuniste et bientôt radical s'empare d'un État fortement organisé. Ces nouvelles élites de la République abordent l'Affaire en ordre dispersé : à travers ses multiples rebondissements, les engagements des uns et des autres dessinent-ils les contours d'un nouveau théâtre politique animé par des hommes qui se sont révélés durant ce drame, qui ont su réorganiser les alliances partisans, conquérir un électorat hésitant acquis encore, aux quatre coins de la France, à

d'autres valeurs, celles de la révolution sociale matinées de divers populismes, celles aussi d'un conservatisme d'orientation souvent catholique et hostile au changement républicain, celles enfin des bruyantes ligues nationalistes qui naissent à cette occasion, imposant leur type d'action politique radical, pour s'effacer presque complètement, à la notable exception près de l'Action française, peu après le tournant du siècle ? La recomposition des forces politiques qui s'opère à cette occasion est-elle pour autant définitive ? L'Affaire modifie-t-elle aussi le poids respectif des « nouvelles couches » au sein du personnel politique républicain, marginalisant de manière surprenante les avocats si actifs dans le camp antidreyfusard ? Traversé par tant de dissensions extrêmes, ce personnel se déchire à travers une rhétorique politique haute en couleur : laisse-t-elle des traces lointaines dans les mœurs parlementaires ?

Confrontées aux anciens notables et aux nouveaux leaders charismatiques des mouvements extrémistes, les nouvelles élites parviendront pourtant, au bout du compte, à légitimer durablement l'ordre républicain. Elles piaffent d'en découdre avec l'ennemi clérical, marginalisent aussi les diverses aristocraties et n'ouvrent guère leurs rangs au monde ouvrier : ces divers acteurs quasi hors jeu, les uns et les autres, se montrent-ils du même coup concernés par ce tohu-bohu apparemment si parisien, ce moment de folie interne à un espace public qui persiste à les exclure ? Entrent-ils, les uns et les autres, sans trop d'états d'âme dans ces actions collectives suscitées par d'innombrables ligues qui, par tous les moyens, veulent en découdre avec « Marianne » ? Loin des stratégies agressives déployées par certains de leurs dirigeants pour se faire entendre, se révèlent-ils, au plus profond d'eux-mêmes, simplement hostiles ou, au mieux, indifférents au destin du capitaine et à celui de cette République si lointaine ? Ces ennemis de la République en viennent-ils à constituer, dans leur commun refus, des camps homogènes propices à l'adoption de stratégies identiques fondées sur une vision claire de grands principes opposés immuables ? Cette action meurtrit-elle de l'intérieur les institutions de la République, inquiétant du même coup ses alliés protestants et juifs surpris d'une telle fragilité, et souvent confondus de devoir constater l'étendue de la pénétration des haines nationalistes dans un espace républicain mis en place définitivement depuis une génération ? Jusqu'où l'Affaire repousse-t-elle les multiples ralliements à ce régime pris en

main par des « couches nouvelles » issues souvent des classes moyennes et des professions libérales qui rendent caduc le rêve de la restauration monarchique, entendent imposer la laïcité et ne font guère de cadeaux au monde ouvrier ? Quel est, dans le long terme, le rôle des aristocrates, des catholiques et des ouvriers gagnés, quant à eux, au camp dreyfusard dans la transformation des valeurs de leur groupe d'appartenance, du tournant du siècle au Front populaire et à Vichy ? Jusqu'où les mémoires protestantes et juives conservent-elles le souvenir de cette remise en cause si inattendue et si radicale de leur émancipation qui les frappe, certes, inégalement ? Détermine-t-elle des réactions univoques d'évitement, de passivité confiante, d'entraide et même, de résistance, ébauches, plus tard, d'autres formes de refus de l'intolérance ? L'antisémitisme sous ses différentes variantes, catholique, populaire, patronal, celui aussi émanant des institutions étatiques elles-mêmes, est-il le moteur principal de cette Affaire, tant il se trouve alors répandu à Paris comme en province, touchant même les paysans qui s'intègrent à travers ce rejet de l'autre en une nouvelle communauté imaginaire ? Joue-t-il seulement un rôle subsidiaire dans l'assaut mené contre la République ? Justifie-t-il, pour certains, un refus définitif de toute vie juive au sein d'une nation française culturellement homogène, marqué pour longtemps du sceau de l'Affaire ?

Question plus essentielle encore : les ennemis de l'État républicain parviennent-ils à semer la zizanie au sein de ses structures encore fragiles et en plein renouvellement, à faire naître le doute sur la conduite à tenir face à l'injustice faite au capitaine juif ? On ne saurait le dire *a priori* : l'espace politico-administratif de l'époque demeure presque opaque, et rares sont, de nos jours, les recherches rigoureuses et systématiques pouvant nous guider dans notre entreprise. Si la sociologie de l'État a souvent privilégié le cas français qu'elle tient pour l'un des plus institutionnalisés, car il résulte d'un long processus initié par la monarchie absolue, les travaux empiriques portant sur les structures politico-administratives de l'époque de l'Affaire comme sur celles de ses lendemains demeurent curieusement limités ; les sources archivistiques de la plupart des grands corps de l'État n'ont pas été dépouillées et les manières de penser de leurs responsables demeurent un mystère, d'autant plus que les rares auteurs ayant abordé ces périodes ne se posent presque jamais le problème du retentissement interne de

l’Affaire. Telle sera, au contraire, l’un des angles d’attaque privilégiés de cette recherche collective, menée à partir d’hypothèses communes : entrer dans cette boîte noire que constitue encore l’État du tournant du siècle pour tenter d’y percevoir les échos, bruyants ou assourdis, de l’affrontement externe. Dans l’armée comme dans la magistrature, dans la police comme dans le corps préfectoral, quelles sont les répercussions des différentes péripéties judiciaires, des prises de position tranchées et ardentes des leaders de camps opposés, des cris et des injures hostiles à la République qui ponctuent si régulièrement les manifestations antidreyfusardes ? Dans cet État républicain dépourvu encore d’une fonction publique protégée par un statut véritable où les recommandations politiques, les alliances et les parentèles exercent toujours un rôle décisif sur les carrières et les promotions, assiste-t-on à la naissance de clans rivaux, à l’apparition plus ou moins larvée de conflits internes responsables de retards de carrières ou de réorganisations de services liés à des engagements opposés, venant ainsi déchirer non seulement la société, mais l’État lui-même ? Comment, en définitive, cet État en cours de laïcisation fait-il face à cette intrusion des violences et des intolérances externes ? Il s’agit là d’un axe d’autant plus crucial de notre recherche que rien, ou presque, n’a été entrepris dans ce sens. Or la place de l’État comme facteur spécifique réorientant les affrontements externes se révèle tout à fait centrale dans l’exemple français : redécouvrir le politique comme le proposent dorénavant les sciences sociales, c’est donc, surtout dans le cadre hexagonal, revenir à l’État. Dans quelle mesure, par conséquent, sa logique¹³ se trouve-t-elle contrariée sur le moment, de même que dans l’après-Dreyfus, par l’intrusion de valeurs incompatibles avec les idéaux de cette République absolue que servent des fonctionnaires supposés acquis et loyaux ?

L’ambition est claire : en évitant aussi bien les pièges d’une histoire purement idéologique qui amplifie peut-être excessivement les conséquences de l’Affaire sur la France moderne que ceux d’une histoire quasi révisionniste qui les sous-estime outre mesure, les divers auteurs de ce volume collectif se veulent partisans d’une approche modeste, construite à partir d’archives neuves et de données empiriques diverses, mises au service d’un objectif pourtant audacieux, celui d’évaluer les retombées à long terme de cette séquence dramatique. Plu-

sieurs d'entre eux n'ont jamais privilégié cette question dans leurs travaux antérieurs : spécialistes, durant cette période, d'un groupe social, d'un type de comportement politique ou encore d'une institution étatique spécifique, ils ont pourtant accepté de mettre, pour un temps, l'Affaire au cœur de leur recherche. Par cette connaissance intime, leurs contributions renouvellent peut-être quelque peu l'histoire de cette France fin de siècle ainsi que celle de ses lendemains.

Pierre Birnbaum

NOTES

1. Voir, par exemple, Marcel THOMAS, *L'Affaire sans Dreyfus*, Paris, Fayard, 1961 ; Jean-Denis BREDIN, *L'Affaire*, Paris, Julliard, 1983.

2. Voir, par exemple, Marcel THOMAS, *Esterhazy ou l'envers de l'affaire Dreyfus*, Paris, Vernal/Philippe Lebaud, 1989.

3. Voir Christophe CHARLE, *Naissance des « intellectuels ». 1880-1900*, Paris, Éditions de Minuit, 1990 ; Pascal ORY, Jean-François SIRINELLI, *Les Intellectuels en France, de l'Affaire Dreyfus à nos jours*, Paris, Armand Colin, 1992.

4. Voir le travail novateur et trop méconnu de Janine PONTY-LAVIEUVILLE, *La France devant l'Affaire Dreyfus. Contribution à une histoire sociale d'opinion publique. 1898-1899*, École pratique des hautes études, thèse de troisième cycle, Paris, 1971. En dehors de l'examen de la presse, l'étude régionale des manifestations et des arrestations reste remarquable.

5. Voir Jean-Paul HONORÉ, *Le Discours politique dans l'affaire Dreyfus*, thèse de troisième cycle, université Paris III, 1982 ; Norman KLEEBLATT (éd.), *The Dreyfus Affair. Art, Truth and Justice*, Berkeley, University of California Press, 1987.

6. Jean-Pierre PETER, « Dimensions de l'Affaire », *Annales*, novembre-décembre 1961, n° 6, p. 1166.

7. *Ibid.*, p. 1153.

8. Stephen WILSON, *Ideology and Experience : Antisemitism in France at the Time of the Dreyfus Affair*, Londres, Associated University Press, 1982 ; Michael BURNS, *Rural Society and French Politics. Boulangism and the Dreyfus Affair*, Princeton, Princeton University Press, 1984. Voir aussi certains aspects de l'ouvrage de Robert NYE, *Masculinity and Male Codes of Honor in Modern France*, Oxford, Oxford University Press, 1993, ainsi que plusieurs articles du livre collectif dirigé par Robert TOMBS, *Nationhood and Nationalism. From Boulangism to the Great War, 1889-1918*, New York, HarperCollin Academic, 1991. Les ouvrages de Michael MARRUS, *Les Juifs de France à l'époque de l'affaire Dreyfus*, Paris, Calmann-Lévy, 1972, et de Zeev STERNHELL, *La Droite révolutionnaire : les origines françaises du fascisme, 1885-1914*, Paris, Le Seuil, 1978, concernent également des dimensions importantes du sujet. Sur la période antérieure à l'Affaire, voir également les livres de Robert BYRNES, *Antisemitism in Modern France : The Prologue to the Dreyfus Affair*, New

Jersey, New Brunswick, 1950 ; de Jeannine VERDÈS-LEROUX, *Scandale financier et antisémitisme catholique : le krach de l'Union générale*, Paris, Centurion, 1969, et de Jean-Yves MOLLIER, *Le Scandale de Panama*, Paris, Fayard, 1991.

9. Nancy FITCH, « Mass culture, Mass Parliamentary Politics, and Modern Anti-Semitism : the Dreyfus Affair in Rural France », *American Historical Review*, février 1992, n° 1, vol. 97.

10. Voir, par exemple, Bertrand JOLY, *L'Agitation nationaliste à Paris (1898-1900) et les élections municipales de 1900*, Thèse pour l'École des chartes, Paris, 1981, ainsi que, du même auteur, « Les antidreyfusards avant Dreyfus », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1992, 39-2.

11. Le débat a été engagé avec la publication du livre de Michael BURNS, *Rural Society and French Politics*, *op. cit.* Dans ce sens, voir aussi Eugen WEBER, « Reflections on the Jews in France », in Frances MALINO et Bernard WASSERTEIN (éd), *The Jews in Modern France*, Hanover, University Press of New England, 1985, p. 24. Plusieurs des contributions rassemblées ici renouvelent sensiblement la discussion. Pour des raisons multiples, il n'a malheureusement pas été possible de présenter un texte portant de manière spécifique sur les réactions du monde paysan. De même, dans un autre domaine, les instituteurs auraient dû faire l'objet d'une étude particulière, tant leur mémoire, au contraire, semble avoir été marquée par l'Affaire. Voir Jacques OZOUF et Mona OZOUF, avec Véronique AUBERT et Claire STEINDECKER, *La République des instituteurs*, Paris, Hautes études, Le Seuil/Gallimard, 1992.

12. Pour Patrice BOUSSEL, « L'Affaire Dreyfus... est un mythe créé par la Presse », *L'Affaire Dreyfus et la Presse*, Paris, Armand Colin, 1960. Douglas JOHNSON estime de son côté « qu'on peut soutenir que cette affaire n'a pas revêtu l'importance que l'on prétend », *France and the Dreyfus Affair*, Londres, Blanford Press, 1966. De même, Albert LINDEMANN soutient, plus récemment, que « l'on a trop dramatisé cette Affaire, on a exagéré ses conséquences réelles dans la longue durée », *The Jew Accused. Three Anti-semitic Affairs : Dreyfus, Beilis, Frank, 1894-1915*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

13. Voir Pierre BIRNBAUM, *La Logique de l'État*, Paris, Fayard, 1982. On aborde cette question dans *Les Fous de la République. Histoire des Juifs d'État, de Gambetta à Vichy*, Paris, Fayard, 1992. Dans ce travail, on a souligné le fort impact de l'Affaire sur la carrière des seuls juifs d'État.

I

*Un paysage politique
bouleversé ?*

JEAN ESTÈBE

Un théâtre politique renouvelé

L'affaire Dreyfus provoque le sursaut militant qui donne naissance au gouvernement de défense républicaine avec Waldeck-Rousseau, puis au Bloc des gauches avec Combes. De 1899 à 1906, le régime retrouve ainsi la pugnacité et le goût des innovations politiques qui l'avaient marqué au temps de Ferry, lors de la grande œuvre législative des années quatre-vingt. Cette nouvelle marche en avant de la République s'accompagne d'un renouvellement des élites dirigeantes qui se perpétue jusqu'en 1914.

En effet, le théâtre politique est désormais peuplé d'hommes nouveaux que le public apprend à connaître un à un par la presse : personnalités souvent étranges, biographies pittoresques dont les particularités peuvent passionner les lecteurs des périodiques. Ce sont par exemple Caillaux et Berteaux, les deux millionnaires radicaux, le général André qui fait mettre en fiches par le Grand Orient ses camarades officiers pour connaître leurs opinions politiques et religieuses, Briand l'enchanteur à la voix magique, capable de résoudre en souplesse les plus épineux problèmes, Millerand : cheval de Troie des révolutionnaires au gouvernement (ou transfuge socialiste chez les bourgeois ?). Combes, personnage emblématique de la période, n'avait pas tout à fait attendu le xx^e siècle pour être connu puisqu'il avait été ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Bourgeois (1895-1896), mais c'est en 1902 que l'ancien séminariste attire tous les regards par sa fureur parricide à détruire les congrégations. Les nouveaux leaders, portés par la vague de l'Affaire, n'ont pas toujours été des dreyfusards militants, loin de là ! C'est pourtant le cas pour deux au moins

d'entre eux : Clemenceau d'abord, ténor de la Chambre depuis les années soixante-dix, tué par Panama, ressuscité par « J'accuse ». Quant au général Picquart, le Tigre en fait son ministre de la Guerre, tâche que le martyr n° 2 de l'Affaire accomplit de manière décevante. Mais, derrière les grands premiers rôles se pressent les escouades de ministrables plus obscurs : les Ajam, Baudin, Bourely, Dariac, Guist'hau, Ratier, Réville, Thierry¹... hommes autrefois considérés dans le microcosme parlementaire, aujourd'hui ectoplasmes à la silhouette indécise, pour qui le classement alphabétique semble s'imposer.

Au-delà de cette diversité chatoyante qui aveugle les contemporains, les ressources de la biographie collective (ou « prosopographie », mot affreux !) ordonnent le foisonnement du réel. Héros pittoresques et politiciens grisâtres forment la nouvelle élite du pouvoir qui appelle une enquête globale. Particularités et talents personnels s'inscrivent en effet dans un spectre limité qui caractérise un groupe et une époque. Itinéraires et profils de carrière présentent des caractères récurrents qu'on observe aussi dans le signalement social et culturel des membres de l'élite². À l'occasion, la mise en évidence d'écarts par rapport à ces régularités peut permettre de cerner des situations, attitudes et personnalités singulières. Le nouveau personnel gouvernemental, au début du XX^e siècle, présente des traits originaux, mieux discernés par l'analyse *a posteriori* que par l'observation au jour le jour des contemporains.

Le personnel gouvernemental postérieur à l'Affaire comprend cent un ministres et sous-secrétaires d'État qui ont occupé un poste entre les débuts du cabinet Waldeck-Rousseau (22 juin 1899) et la déclaration de guerre (3 août 1914). Ils sont presque tous issus du vivier parlementaire (à l'exception de quelques officiers généraux en charge de la Guerre et de la Marine), mais, face au Parlement, l'ensemble des gouvernants forme un groupe limité, facilement observable et pertinent, car l'élu de base, obsédé par sa circonscription, et le ministrable, en charge des problèmes nationaux, habitent deux univers différents. Plus que chez les parlementaires c'est chez les gouvernants qu'on peut analyser la mutation de façon précise.

Le changement de personnel gouvernemental de ces années n'est pas isolé dans le temps : on peut le comparer à d'autres transformations assez semblables. Si l'on adopte une perspective de long terme, la mutation de 1899-1902 apparaît en effet :

La France de l'affaire Dreyfus

sous la direction de

PIERRE BIRNBAUM

De l'Affaire elle-même, on sait tout, ou presque : l'imbroglio politico-judiciaire, la dimension antisémite et antirépublicaine, la portée idéologique. D'excellents ouvrages ont dégagé le rôle des acteurs, petits et grands, volontaires ou involontaires, dans la fabrication de ce drame national. Tournant du siècle, événement symbole, fait divers à répercussions mondiales, l'Affaire est devenue, presque à l'égal de la Révolution ou de Vichy, un des laboratoires centraux de la France contemporaine.

Ce qu'en revanche on connaît beaucoup moins, derrière les tréteaux du grand opéra, c'est le véritable impact de l'Affaire dans la France des profondeurs et des réalités sociales, mis à part les « intellectuels » qui ont trouvé là leur naissance officielle. En quoi le paysage politique a-t-il été bouleversé ? Quels affrontements internes au sein des institutions d'État, police, armée, magistrature ou corps préfectoral ? Quelles retombées dans les milieux aristocratiques, patronaux, ouvriers ? Quels clivages chez les catholiques, les protestants, les juifs eux-mêmes ?

L'approche est ici modeste, et pourtant neuve et décisive : un ensemble de plongées ponctuelles à partir d'une moisson d'archives et de travaux le plus souvent inédits, destinées à renouveler la connaissance historique de ce moment crucial qui pèse encore sur les comportements politiques et sous-tend peut-être toujours des interprétations antagonistes de la nation.

Contributions de

JEAN-MARC BERLIÈRE, PIERRE BIRNBAUM,
CLAUDE-ISABELLE BRELOT, EMMANUEL CHADEAU,
CHRISTOPHE CHARLE, DANIELLE DELMAIRE,
JEAN EL GAMMAL, ANDRÉ ENCREVÉ, JEAN ESTÈBE,
JOCELYNE GEORGE, JÉRÔME HÉLIE, RAYMOND HUARD,
YVES LEQUIN, PHILIPPE LEVILLAIN, JEAN-PIERRE ROYER,
MICHEL WINOCK, VINCENT WRIGHT.



9 782070 737000



Extrait de la publication 94-1 A 73700 ISBN 2-07-073700-4

175 FF tc